

## Doctrines

### Législation Communautaire

#### Bourse et marchés financiers

- (053357) Union des marchés de capitaux : quels marchés financiers pour l'Europe ? Construire les marchés de demain (Partie 2), (Banque, 01/12/15, n°790 (Suppl.), p.44-66)
- (053356) Union des marchés de capitaux : quels marchés financiers pour l'Europe ? Les enjeux liés à l'Union des marchés de capitaux (Partie 1), (Banque, 01/12/15, n°790 (Suppl.), p.8-42)

#### Procédure

- (053249) Vers un renforcement de l'efficacité des clauses attributives de juridiction : l'Union européenne approuve la Convention de La Haye, (Banque, 01/12/15, n°790, p.72-74)

### Législation Internationale

#### Garantie

- (053253) Droit des sûretés mobilières : les éléments clés de la réforme marocaine (2/2), MOURAHIB Mustapha , LEMSEFFER Ouns (Banque, 01/12/15, n°790, p.61-64)

#### Public

- (053289) Dettes souveraines ; loi belge du 12 juillet 2015 ; lutte contre les fonds vautours ; conditions ; portée, MOREL-MAROGER Juliette (Banque et droit, 01/11/15, n°164, p.50-51)

## **Sociétés et autres groupements**

- (053189) Diversity on corporate boards - why, how ?, LANGENBUCHER Katja (Revue trimestrielle de droit financier, 01/11/15, n°3, p.63-68)

## **Législation Nationale**

### **Banque**

- (053447) Chronique de jurisprudence du droit du surendettement, MOUIAL-BASSILANA Eva, LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme (Gazette du Palais, 16/12/15, n°350-351, p.11-21)
- (053247) Droit des moyens et services de paiement : actualités octobre-début novembre 2015, STORRER Pierre (Banque, 01/12/15, n°790, p.75-76)

### **Bourse et marchés financiers**

- (053426) La loyauté de la preuve dans l'enquête AMF. Un principe réaffirmé, une mise en œuvre très limitée, BROCHIER Emmanuel (Procédures, 01/12/15, n°12, p.41-43)
- (053413) Transposition des ultimes dispositions de la directive Transparence par l'ordonnance du 3 décembre 2015, TERTRAIS Laure (J.C.P. E., 17/12/15, n°51-52, p.9-11)

### **Civil**

- (053392) L'habilitation familiale : une innovation à parfaire, COMBRET Jacques , BAILLON-WIRTZ Nathalie (J.C.P. N., 18/12/15, n°51-52, p.39-47)

### **Commercial**

- (053440) La médiation de la consommation : une procédure obligatoire pour toutes les entreprises à partir du 1er janvier 2016, PETIT Etienne (Dalloz, 24/12/15, n°44, p.2571-2573)

## Garantie

- (053407) Liberté contractuelle et constitution d'un gage de stocks, CROCQ Pierre (Revue Lamy Droit civil, 01/12/15, n°132 (Suppl.), p.51-55)

## Nouvelles technologies et commerce électronique

- (053420) L'émergence d'un "droit des données", (Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, 17/12/15, supplément au JCPE n° 51-52, p.12-28)

## Sociétés et autres groupements

- (053441) Le sens du singulier : exercice d'interprétation sur la loi ESS et le droit d'information des salariés, DONDERO Bruno (Dalloz, 24/12/15, n°44, p.2574-2579)
- (053237) Quelles propositions pour un droit des sociétés modernisé ?, SCHRICKE Christian, VALUET Jean-Paul, DE BROSSES Odile, SIMON Joëlle, TREMEAU Isabelle, FAUSSURIER Audrey (Bulletin Joly Sociétés, 01/12/15, n°12, p.619-621)

## Institutions bancaires et financières

### Législation

- (053536) Décision de la Commission des sanctions de l'AMF du 22 décembre 2015 à l'égard de MM. L. KATZ, P. MOOCK et al. [Manquements à l'obligation d'abstention et/ou d'utilisation d'une information privilégiée] (Commission des sanctions AMF, 29/12/15)

## Jurisprudence

### Législation Nationale

#### Assurances

- **(053424) Qualité de l'emprunteur et obligation d'alerte du prêteur en matière d'assurance**

La souscription d'une assurance emprunteur doit dépendre de l'appréciation du risque lors de la souscription du prêt, sans qu'il y ait lieu de tenir compte du niveau d'endettement de l'emprunteur ; en outre, le devoir d'information du prêteur en matière d'assurance bénéficie à tous les emprunteurs, qu'ils soient profanes ou avertis, et s'impose indépendamment de tout risque d'endettement excessif. (Cass.Civ. - 30/09/15 - 14-18854 : Gazette du Palais 2015, n°347-349, p.21 -

## Banque

- **(053446) Interprétation de l'ambiguïté des clauses d'un ensemble contractuel et délai de forclusion**

Le contrat de crédit affecté et le contrat de vente ou de prestation de services qu'il finance étant interdépendants, la mention, dans le second, que le prix sera payé à l'aide d'un crédit à amortissement différé, supplée le silence du premier quant à cette modalité de remboursement. Cela permet en l'occurrence de déduire qu'était recevable l'action en paiement introduite par la banque moins de deux ans après le premier incident de paiement non régularisé ayant suivi cette période de différé d'amortissement. (Cass.Civ. - 28/10/15 - 14-11498 : Gazette du Palais 2015, n°350-351, p.8 - note de LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme)

## Garantie

- **(053393) Le jeu de la garantie d'éviction du fait d'un tiers en cas d'hypothèque judiciaire**

La garantie d'éviction du fait d'un tiers est due si le trouble subi par l'acheteur est un trouble de droit, existant au moment de la vente, non déclaré et ignoré de l'acheteur, comme la constitution de l'hypothèque judiciaire qui résulte du jugement de condamnation qui lui donne naissance. (Cass.Civ. - 28/10/15 - 14-15114 : J.C.P. N. 2015, n°51-52, p.27 - note de PIEDELIEVRE Stéphane)

- **(053391) Toujours pas de pacte comissoire en matière de gage sur stocks : l'assemblée plénière persiste et signe !**

S'agissant d'un gage portant sur des éléments visés à l'article L. 527-3 du Code de commerce et conclu dans le cadre d'une opération de crédit, les parties, dont l'une est un établissement de crédit, ne peuvent soumettre leur contrat au droit commun du gage de meubles sans dépossession. (Cass.Ass.Plén. - 07/12/15 - 14-18435 : J.C.P. E. 2015, n°51-52, p.42 - note de BRIGNON Bastien)

## Immobilier et urbanisme

- **(053421) Vente en état futur d'achèvement : le garant doit-il agir dès qu'il a connaissance de la défaillance financière du vendeur ?**

"Ne donne pas de base légale à sa décision la cour d'appel qui, pour rejeter la demande de dommages-intérêts présentée par l'acquéreur en vente en état futur d'achèvement à l'égard du garant, retient que celui-ci ne peut se voir reprocher aucune faute de négligence et que le défaut d'achèvement des travaux provient de causes étrangères au financement, sans rechercher si le garant n'avait pas connaissance de la défaillance financière du vendeur dès le mois d'août 2008". (Cass.Civ. - 29/10/15 - 14-19208 : Construction et urbanisme 2015, n°12, p.25 -

note de SIZAIRE Christophe)

- **(053387) Nullité de la vente en l'état futur d'achèvement et garantie intrinsèque**

C'est à la date de l'acte introductif d'instance que doit être vérifié si la nullité du contrat de vente pour inobservation des dispositions de l'article L. 261-11 du Code de la construction et de l'habitation a été utilement invoquée. (Cass.Civ. - 30/09/15 - 14-12845 : Gazette du Palais 2015, n°340-342, p.23 - note de ZALEWSKI-SICARD Vivien )

<b>Textes</b>
---------------

## Législation Communautaire

### **Assurances**

- (053503) Règlement d'exécution (UE) 2015/2452 de la Commission du 2 décembre 2015 définissant des normes techniques d'exécution en ce qui concerne les procédures, les formats et les modèles pour le rapport sur la solvabilité et la situation financière en vertu de la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil [Solvabilité II - texte de 196 pages] (J.O.U.E. série L n°347 du 31/12/15, p.1285)
- (053502) Règlement d'exécution (UE) 2015/2451 de la Commission du 2 décembre 2015 définissant des normes techniques d'exécution en ce qui concerne les modèles et la structure de publication de certaines informations par les autorités de contrôle en vertu de la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil [Solvabilité II] (J.O.U.E. série L n°347 du 31/12/15, p.1224)
- (053501) Règlement d'exécution (UE) 2015/2450 de la Commission du 2 décembre 2015 définissant des normes techniques d'exécution en ce qui concerne les modèles de communication d'informations aux autorités de contrôle en vertu de la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil [Solvabilité II - texte de 1123 pages] (J.O.U.E. série L n°347 du 31/12/15, p.1)

## Banque

- (053597) Règlement d'exécution (UE) 2016/13 de la Commission du 6 janvier 2016 modifiant pour la deux cent quarantième fois le règlement (CE) n° 881/2002 du Conseil instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées au réseau Al-Qaida (J.O.U.E. série L n°4 du 07/01/16, p.10)
- (053537) Décision (UE) 2016/3 de la Banque centrale européenne du 18 novembre 2015 fixant les principes de l'évaluation de la performance des sous-coordonateurs des autorités compétentes nationales travaillant au sein des équipes de surveillance prudentielle conjointe du mécanisme de surveillance unique (MSU) (BCE/2015/36) (J.O.U.E. série L n°1 du 05/01/16, p.4)
- (053481) Recommandation de la Banque centrale européenne du 17 décembre 2015 relative aux politiques de distribution de dividendes (J.O.U.E. série C n°438 du 30/12/15, p.1)
- (053468) Directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE (J.O.U.E. série L n°337 du 23/12/15, p.35)
- (053462) Accord interinstitutionnel entre le Parlement européen et le Conseil de résolution unique sur les modalités pratiques de l'exercice de la responsabilité démocratique et du suivi de l'accomplissement, par le Conseil de résolution unique, des missions qui lui sont confiées dans le cadre du mécanisme de résolution unique (J.O.U.E. série L n°339 du 24/12/15, p.58)
- (053461) Décision d'exécution (PESC) 2015/2459 du Conseil du 23 décembre 2015 mettant en œuvre la décision 2013/798/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République centrafricaine (J.O.U.E. série L n°339 du 24/12/15, p.48)
- (053460) Règlement d'exécution (UE) 2015/2454 du Conseil du 23 décembre 2015 mettant en œuvre l'article 17, paragraphes 1 et 3, du règlement (UE) n° 224/2014 du Conseil concernant des mesures restrictives eu égard à la situation en République centrafricaine (J.O.U.E. série L n°339 du 24/12/15, p.36)

- (053438) Décision (PESC) 2015/2431 du Conseil du 21 décembre 2015 modifiant la décision 2014/512/PESC du Conseil concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (J.O.U.E. série L n°334 du 22/12/15, p.22)
- (053437) Décision (PESC) 2015/2430 du Conseil du 21 décembre 2015 portant mise à jour de la liste des personnes, groupes et entités auxquels s'appliquent les articles 2, 3 et 4 de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme, et abrogeant la décision (PESC) 2015/1334 (J.O.U.E. série L n°334 du 22/12/15, p.18)
- (053436) Règlement d'exécution (UE) 2015/2425 du Conseil du 21 décembre 2015 mettant en œuvre l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2015/1325 (J.O.U.E. série L n°334 du 22/12/15, p.1)
- (053400) Communication de la Commission au titre de l'article 11, paragraphe 5, de l'accord monétaire entre l'Union européenne et la Principauté de Monaco (J.O.U.E. série C n°425 du 18/12/15, p.2)

### **Bourse et marchés financiers**

- (053469) Règlement (UE) 2015/2365 du Parlement et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 (J.O.U.E. série L n°337 du 23/12/15, p.1)
- (053399) Directive d'exécution(UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement [règlement relatif aux abus de marché] (J.O.U.E. série L n°332 du 18/12/15, p.126)

### **Procédure**

- (053463) Règlement (UE) 2015/2421 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n° 861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges et le règlement (CE) n°1896/2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer (J.O.U.E. série L n°341 du 24/12/15, p.1)

## Public

- (053500) Protocole de modification de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Saint-Marin prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (J.O.U.E. série L n°346 du 31/12/15, p.3)
- (053499) Décision (UE) 2015/2469 du Conseil du 8 décembre 2015 relative à la signature, au nom de l'Union, et à l'application provisoire du protocole de modification de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Saint-Marin prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (J.O.U.E. série L n°346 du 31/12/15, p.1)
- (053459) Protocole de modification de l'accord entre la Communauté européenne et la Principauté de Liechtenstein prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (J.O.U.E. série L n°339 du 24/12/15, p.3)
- (053458) Décision (UE) 2015/2453 du Conseil du 8 décembre 2015 relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, du protocole de modification de l'accord entre la Communauté européenne et la Principauté de Liechtenstein prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (J.O.U.E. série L n°339 du 24/12/15, p.1)
- (053453) Règlement (UE) 2015/2441 de la Commission du 18 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n° 1126/2008 portant adoption de certaines normes comptables internationales conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne la norme comptable internationale IAS 27 (J.O.U.E. série L n°336 du 23/12/15, p.49)
- (053419) Protocole de modification de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (J.O.U.E. série L n°333 du 19/12/15, p.12)



- (053418) Règlement (UE) 2015/2406 de la Commission du 18 décembre 2015 modifiant le règlement (CE) n° 1126/2008 portant adoption de certaines normes comptables internationales conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne la norme comptable internationale IAS 1 (J.O.U.E. série L n°333 du 19/12/15, p.97)
- (053417) Décision (UE) 2015/2400 du Conseil du 8 décembre 2015 relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, du protocole de modification de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (J.O.U.E. série L n°333 du 19/12/15, p.10)
- (053398) Règlement d'exécution (UE) 2015/2378 de la Commission du 15 décembre 2015 établissant les modalités d'application de certaines dispositions de la directive 2011/16/UE du Conseil relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant le règlement d'exécution (UE) n° 1156/2012 (J.O.U.E. série L n°332 du 18/12/15, p.19)
- (053397) Directive (UE) 2015/2376 du Conseil du 8 décembre 2015 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal (J.O.U.E. série L n°332 du 18/12/15, p.1)

## **Législation Internationale**

### **Public**

- (053470) Loi n° 2015-1778 du 28 décembre 2015 autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers (J.O. n°301 du 29/12/15, p.24318)

## **Législation Nationale**

### **Assurances**

- (053520) Arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2015-378 du 2 avril 2015 transposant la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II) (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25311)

- (053516) Décret n° 2015-1857 du 30 décembre 2015 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2015-378 du 2 avril 2015 transposant la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II) (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25295)
- (053471) Arrêté du 28 décembre 2015 portant adaptation des dispositions comptables du code des assurances (J.O. n°301 du 29/12/15, p.24336)
- (053465) Arrêté du 16 décembre 2015 portant majoration de certaines rentes viagères (J.O. n°299 du 26/12/15, p.24021)
- (053464) Arrêté du 16 décembre 2015 fixant le plafond de ressources de l'année 2014 applicable en 2016 pour l'octroi des majorations aux rentes viagères constituées à compter du 1er janvier 1979 (J.O. n°299 du 26/12/15, p.24021)

## **Banque**

- (053528) Décision n° HCSF/2015/1 du 30 décembre 2015 du Haut Conseil de stabilité financière relative au taux du coussin de fonds propres contra-cyclique (J.O. n°2 du 03/01/16)
- (053527) Arrêté du 30 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 25 mai 2011 relatif à l'application en outre-mer de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens [Texte à consulter directement sur Légifrance] (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25543)
- (053526) Arrêté du 30 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 30 mars 2009 relatif aux conditions d'application de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens [Texte à consulter directement sur Légifrance] (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25491)
- (053525) Décret n° 2015-1910 du 30 décembre 2015 relatif aux avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens (Eco-PTZ) (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25483)

- (053514) Décret n° 2015-1850 du 29 décembre 2015 pris en application de l'article L. 533-22-1 du code monétaire et financier (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25282)
- (053513) Décret n° 2015-1849 du 29 décembre 2015 établissant le barème prévu à l'article L. 314-14-1 du code de la consommation, permettant de déterminer le montant maximum de l'indemnité que le prêteur peut demander à l'emprunteur défaillant d'un prêt viager hypothécaire à versements périodiques d'intérêts (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25281)
- (053474) Avis du 29 décembre 2015 relatif à l'application des articles L. 313-3 du code de la consommation et L. 313-5-1 du code monétaire et financier concernant l'usure (J.O. n°301 du 29/12/15, p.24592)
- (053414) Arrêté du 18 décembre 2015 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°295 du 20/12/15, p.23604 )

### **Bourse et marchés financiers**

- (053518) Arrêté du 14 décembre 2015 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25304)
- (053515) Décret n° 2015-1854 du 30 décembre 2015 relatif aux modalités de communication par la Banque de France de données relatives à la situation financière des entreprises aux organismes d'assurance et aux sociétés de gestion et aux obligations de déclaration de ces entités (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25291)
- (053488) Décret n° 2015-1799 du 29 décembre 2015 relatif à l'émission des valeurs du Trésor (J.O. n°302 du 30/12/15, p.24861)
- (053395) Ordonnance n° 2015-1686 du 17 décembre 2015 relative aux systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers et aux dépositaires centraux de titres (J.O. n°293 du 18/12/15)

### **Commercial**

- (053524) Arrêté du 30 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission et de mise à disposition des informations constitutives du registre national du commerce et des sociétés (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25477)

- (053523) Décret n° 2015-1905 du 30 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission et de mise à disposition des informations constitutives du registre national du commerce et des sociétés (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25475)
- (053394) Ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels (J.O. n°293 du 18/12/15, p.23339)

## **Environnement**

- (053511) Arrêté du 23 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25247)
- (053510) Décret n° 2015-1823 du 30 décembre 2015 relatif à la codification de la partie réglementaire du code de l'énergie (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25121)

## **Immobilier et urbanisme**

- (053561) Décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application du droit des sols et à la fiscalité associée (J.O. n°4 du 06/01/16)
- (053485) Décret n° 2015-1813 du 29 décembre 2015 relatif aux prêts ne portant pas intérêt consentis pour financer la primo-accession à la propriété (J.O. n°302 du 29/12/15, p.25048)
- (053473) Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme (J.O. n°301 du 29/12/15, p.24530)
- (053472) Décret n° 2015-1782 du 28 décembre 2015 modifiant diverses dispositions de la partie réglementaire du code de l'urbanisme (J.O. n°301 du 29/12/15, p.24529)

- (053452) Avis relatif à l'indice du coût de la construction du troisième trimestre de 2015 (décret n° 2009-1568 du 15 décembre 2009) (J.O. n°297 du 23/12/15, p.23858)
- (053451) Avis relatif à l'indice des loyers commerciaux du troisième trimestre de 2015 (loi n° 2008-776 du 4 août 2008 et décret n° 2008-1139 du 4 novembre 2008) (J.O. n°297 du 23/12/15, p.23858 )
- (053450) Avis relatif à l'indice des loyers des activités tertiaires du troisième trimestre de 2015 (loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 et décret n° 2011-2028 du 29 décembre 2011) (J.O. n°297 du 23/12/15, p.23858)

## **Pénal**

- (053432) Loi n° 2015-1703 du 21 décembre 2015 visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale (J.O. n°296 du 22/12/15, p.23683 )

## **Procédure**

- (053512) Décret n° 2015-1842 du 30 décembre 2015 révisant le barème des saisies et cessions des rémunérations (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25276)

## **Public**

- (053522) Décret n° 2015-1904 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats de la commande publique (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25473)
- (053519) Arrêté du 29 décembre 2015 accordant la garantie de l'Etat à des opérations à terme, fermes ou optionnelles, sur les marchés des changes et des taux d'intérêt, contractées par la Coface pour le compte de l'Etat (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25307)
- (053490) Loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015 (J.O. n°302 du 30/12/15, p.24701)
- (053489) Loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 (J.O. n°302 du 30/12/15, p.24614)

- (053486) Arrêté du 28 décembre 2015 portant homologation des règlements n° 2015-5 du 2 juillet 2015, n° 2015-8 du 23 novembre 2015, n° 2015-9 du 23 novembre 2015, n° 2015-10 du 26 novembre 2015, n° 2015-11 du 26 novembre 2015 et n° 2015-12 du 10 décembre 2015 de l'Autorité des normes comptables [à télécharger directement sur Légifrance] (J.O. n°302 du 30/12/15, p.24903)
- (053467) Arrêté du 23 décembre 2015 relatif à la fixation du taux de l'intérêt légal (J.O. n°300 du 27/12/15, p.24148)
- (053434) Arrêté du 21 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 12 février 2010 pris en application du deuxième alinéa du 1 de l'article 238-0 A du code général des impôts [liste des Etats et territoires non coopératifs en matière fiscale] (J.O. n°296 du 22/12/15, p.23714 )
- (053430) Loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 (J.O. n°296 du 22/12/15, p.23635 )

## **Social**

- (053599) Décret n° 2015-1886 du 30 décembre 2015 relatif au portage salarial [garantie financière des entreprises de portage salarial] (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25370)
- (053521) Décret n° 2015-1884 du 29 décembre 2015 pris en application de l'article L. 1251-50 du code du travail et relatif au montant minimum de la garantie financière des entreprises de travail temporaire (J.O. n°303 du 31/12/15, p.25368)
- (053396) Décret n° 2015-1688 du 17 décembre 2015 portant relèvement du salaire minimum de croissance (J.O. n°293 du 18/12/15, p.23374)

## **Sociétés et autres groupements**

- (053538) Décret n° 2016-2 du 4 janvier 2016 relatif à l'information triennale des salariés prévue par l'article 18 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire (J.O. n°3 du 05/01/16)
- (053487) Décret n° 2015-1811 du 28 décembre 2015 relatif à l'information des salariés en cas de vente de leur entreprise (J.O. n°302 du 30/12/15, p.24902)